

Compte - Rendu

Atelier **Quelles suites** **donner aux** **Assises** **Nationales de** **l'Education et de** **la Formation** **Numériques**

Animateur de l'atelier : Jonathan Bartoli.

Points sur le BETT : le compte-rendu 2010 et le rdv 2011

En janvier 2010, quatre membres de Cap Digital (Itop Education, le Kiosque Numérique de l'Education, Navidis et Optinova) ont exposé leurs solutions innovantes pendant le British Educational Technology Tradeshow (BETT)¹ de Londres. Pour la quatrième année consécutive, le Ministère de l'Education Nationale a soutenu le pavillon français de ce salon. Cette année, la dizaine d'exposants a accueilli Luc Chatel, Ministre de l'Education Nationale et Alain Juppé, ancien Premier Ministre. Cette visite a permis aux entreprises de montrer le savoir-faire français en matière de technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE) aux décideurs politiques. Philippe Merriaux (PM Conseil) invite les participants de l'atelier à se manifester dès à présent pour l'édition 2011 du BETT.

Alain Chaptal (Université Paris 13) a brièvement présenté le rapport *Paint it black ?* (mars 2010)², réalisé à la demande de Cap Digital. Ce rapport analyse les usages des TICE en Angleterre depuis le lancement de leur plan stratégique de 2005. La conclusion de ce rapport montre que l'enseignant anglophone a bien intégré les solutions TICE, mais que celles-ci restent encore sous-exploitées. Ce constat est encore plus fort pour les solutions considérées comme les plus innovantes et les plus ambitieuses (Learning Plateforme, outils web 2.0, personnalisation de l'apprentissage, renforcement de la communication avec les parents).

Alain Chaptal conclue son intervention en rappelant que le retard du système éducatif français en matière de TICE est indéniable et que la priorité devrait être donnée aux solutions développant la communication entre l'environnement familiale et scolaire.

Quelles suites donner aux Assises Nationales de l'Education et de la Formation numériques ?

Eric Julien (Kiosque Numérique de l'Education) invite les participants à rejoindre le groupe de travail qui se réunit le jeudi 6 mai prochain à 8h30 dans les locaux de Cap Digital. Ce groupe de travail doit notamment se préparer à répondre à la consultation publique sur les priorités de dépenses du volet numérique du grand emprunt qui sera lancée un Juin 2010.

Yves Dambach (KTM Advance) revient sur le contexte des Assises Nationales de l'Education et de la Formation Numériques qui se sont déroulées le 15 et 16 avril à la Cité des Sciences :

- La crise économique a renforcé la pression sur les résultats des entreprises, et particulièrement pour les PME.
- Cette pression accentue la demande de nouvelles technologies.

¹ Pour plus d'information, vous pouvez consulter le communiqué de presse de Cap Digital sur le lien suivant : <http://www.capdigital.com/cap-digital-au-bett-2010-2/>

² Disponible ici : <http://www.capdigital.com/cap-digital/ressources-documentaires/>

- Pour répondre à cette demande, des investissements conséquents sont nécessaires.
- Les nouvelles technologies devraient permettre d'apporter de nouvelles réponses aux problèmes de fond du système éducatif français.

Jacques Naymark (AFPA) trouve que les assises ont confirmé l'intérêt de se placer dans une logique de convergence entre formation initiale, continue et supérieure. Cette convergence permet de pallier à la segmentation culturelle et réglementaire qui réside entre les divers organismes.

Par ailleurs, il note que l'accessibilité à des ressources haut de gamme est désormais meilleure au domicile que dans les centres, espaces numériques de travail (ENT), ou au sein de l'entreprise. Afin d'améliorer l'accessibilité et la diffusion de l'offre de formation, il considère que celle-ci doit devenir « multimodale normalisée ».

Enfin, Bernard Blandin (CESI SAS) soulève le problème de l'acceptabilité sociale des TICE. Il propose d'initier des recherches sur les usages des TICE afin de commencer par valider l'existant avant de développer de nouvelles solutions.

Education informelle

Paul Ecoffet (Universcience) est revenu sur les assises en tant que représentant de « l'éducation informelle ». Il rappelle que la Cité des Sciences accueille 700 000 jeunes visiteurs par an. Depuis plusieurs années la Cité des Sciences pratique l'éducation informelle en offrant diverses expérimentations pédagogiques et ludiques à ses visiteurs. Il constate aujourd'hui que ce mode d'enseignement est efficace et favorise beaucoup la transmission de connaissance. Il exprime ensuite les trois axes qui seront privilégiés à la Cité:

- Le développement d'environnements stimulants (physique et virtuel)
- Le développement de la logique de prototype
- La création d'une université ouverte (numérique)

Education secondaire

Thierry de Vulpillières (Microsoft) prend la parole au nom de « l'éducation scolaire ». Il revient sur la motivation de Cap Digital de rapprocher les acteurs de l'éducation (formelle ou informelle) et de la formation. Il rappelle ensuite que l'objectif à court terme de la communauté Education-Formation est de se structurer en vue du Plan Chatel et du volet e-education du Grand Emprunt.

Selon M. de Vulpillières, la France doit également pouvoir tirer profit de son atout national majeur reconnu mondialement : la qualité de ces manuels scolaires (qu'il suffirait de numériser pour « rattraper » le retard du pays dans ce domaine). Ainsi, cette numérisation des supports réglerait le problème des cartables trop lourds et des oublis de manuels à la maison (puisque toutes les matières seraient concentrées sur un support) et cela permettrait en outre de travailler de façon ludique à la maison comme à l'école.

Le ministère de l'Éducation Nationale doit mettre en place un plan pluriannuel pour développer le numérique du primaire au lycée. Le coût de ce plan est estimé à 1 milliard d'euro et devrait s'appuyer sur le rapport Fourgous (la modernisation de l'école par le numérique, février 2010)³. A ce jour, la date du lancement du plan n'a pas été communiquée.

Concernant le volet e-éducation du grand emprunt, Thierry précise que les modalités des futurs appels à projets n'ont pas encore été communiquées. Il rappelle ensuite que l'aspect matériel (hardware) est à la charge des collectivités et ne fera donc pas parti du Grand Emprunt. A cela, il ajoute que la séparation des responsabilités entre les administrations centrales et les collectivités locales appelle un effort de coordination conséquent.

Thierry pense que l'enjeu pour la communauté éducation-formation est de parvenir à développer et déployer des ressources numériques sophistiquées, dans des domaines comme l'autocorrection ou la personnalisation de l'enseignement. Ce type de ressources n'existent que très peu à l'international. Selon lui, la communauté devrait donc se structurer sur ces thèmes autour des acteurs traditionnels du monde de l'édition (les grands groupes tel qu'Editis, Hachette...) et les nouveaux entrants « tout numérique » (les PME et start-up tel que Maxiciours, Paraschool, lelivrescolaire).

Enseignement supérieur

Philippe Portelli (Université de Strasbourg) prend la parole pour « l'enseignement supérieure ». Il évoque la restructuration de l'université de Strasbourg autour du numérique. Il explique que l'université numérique, via l'enseignement à distance, peut notamment résoudre les problèmes d'accès à la formation. Philippe note que l'université de Strasbourg n'a pas de problème d'infrastructure sur ce projet (connexion haut débit, équipements des salles de classes, etc...).

Concernant le supérieur, l'exemple de l'université de Strasbourg prouve qu'il est possible d'envisager des cours à grande échelle en touchant un public plus large (connexion en réseau pour qu'un enseignant fasse cours devant 1200 élèves par exemple) et que le partage de contenus pédagogiques facilite l'accès à la connaissance pour un public variés (mères au foyer, salariés, étudiants expatriés...). Ainsi, l'université propose notamment des formations en télétravail et des unités d'enseignement qu'il est possible de valider depuis son domicile. Par contre, M. Portelli remarque que les ressources numériques et les services qui y sont associés méritent d'être améliorés. Il parle d'un besoin d'initiative individuel pour produire des contenus de qualité pour l'enseignement supérieur.

Le mot de la fin

Enfin, ce qui ressort de cet atelier, outre le retard français en termes d'équipement et d'accessibilité à internet dans les établissements, c'est qu'il faut surtout se concentrer sur la formation à l'utilisation des nouvelles

³ Téléchargeable ici : <http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Documents/docsjoints/rf.pdf>



technologies existantes, travailler davantage sur l'usage de celles-ci et pas seulement se demander laquelle choisir ou laquelle améliorer.

Le mot de la fin de l'atelier a été donné à Jacques Naymark (AFPA) qui a conclu sur la nécessité de réfléchir à un mode de financement de l'éducation et la formation numériques. Outre le Grand Emprunt et le plan Chatel, il pense que la communauté devrait réfléchir à un modèle comparable à celui du CNC pour le secteur de l'audiovisuel.

info@capdigital.com

Tél. +33 (0)1 40 41 11 60

Fax. +33 (0)1 40 41 11 65

Passage de l'Innovation

74 rue du Faubourg Saint-Antoine – 75012 Paris

Notre actualité : www.capdigital.com

Nos événements : www.digitallyours.fr

www.twitter.com/Cap_Digital

www.facebook.com/capdigital